

Bilan climatique : quelles conséquences sur nos vies en Principauté ?

Simon Zwierniak - 20 août 2021

La hausse des températures pourrait détruire l'industrie du tourisme, entre autres.

Le dernier rapport du Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC) insiste particulièrement sur l'augmentation de la température. Alors qu'en est-il de la situation dans notre région ? Nous avons interrogé Nathalie Hilmi, membre du Centre Scientifique de Monaco et chercheuse au GIEC. Son travail consiste à faire les liens entre science et économie.



Nathalie Hilmi

L'urgence climatique

Premier problème, la hausse des températures. « En Méditerranée, les températures sont au-delà de la moyenne planétaire », nous explique Nathalie. « L'augmentation de la moyenne planétaire est à 1,1 degrés Celsius. Actuellement, le réchauffement du bassin méditerranéen se situe à 1,5 ».

« D'autre part, on aura de plus en plus de sécheresses et moins en moins de vent. Donc, moins de précipitations, entraînant des risques écologiques et agroécologiques. Moins de vent, ça veut aussi dire que les investissements dans l'éolien ne seront pas aussi réussis que ce que l'on pensait ».

« Puis le problème des vagues de chaleur. Plus fréquentes, plus fortes et plus longues ». Les prévisions de températures dans notre région vont s'approcher de celles d'Alger, soit 40°C en été. Et ceci impactera directement l'économie de la région.

La montée des eaux

« On a l'Arctique et l'Antarctique qui continuent à fondre. Et on a la dilatation des eaux à cause de l'augmentation de la température. Tout ça associé va faire monter les mers », déclare Nathalie, avant de préciser la gravité de la situation. « Au niveau global, on pensait à une augmentation du niveau de la mer de 43 à 84 cm d'ici 2100. En Méditerranée, on pense que ça dépassera un mètre ».

Les constructions en bord en mer sont protégées, rassure la chercheuse. Cependant, les infrastructures sont conçues pour résister à un certain niveau. Le quartier Anse du Port, par exemple, a été étudié selon toutes les possibilités des projections du GIEC.

Néanmoins, ces projections ont leurs limites. « Quand on fait des projections ce sont des modèles, et on ne sait pas quel scénario va prendre place ». Dans le cas d'une amélioration drastique de la situation, il n'y aura aucuns risques. « Si par contre nous laissons grimper les émissions de dioxyde de carbone (CO2) sans limite, là oui, il y aura peut-être du danger ».

“ Le rapport est clair : le changement climatique est du aux activités humaines ”

Le changement est toujours possible

« La solution réelle que préconise le GIEC, c'est de réduire drastiquement nos émissions de CO2. Le rapport est clair : le changement climatique est du aux activités humaines ». Et pour cela, il existe des solutions, à toutes les échelles.

Parmi celles-ci, Nathalie Hilmi évoque l'idée d'éliminer le CO2 présent dans l'atmosphère en utilisant des solutions naturelles et technologiques et de rediriger les investissements vers les énergies renouvelables.

Il est aussi possible d'agir dans la vie de tous les jours. « Il faut que les mentalités changent, que même le consommateur soit conscient que chaque action qu'il entreprend a un impact ». On en revient à un principe basique de l'économie : l'offre et la demande. « La demande vient du consommateur, s'il n'y a pas de demande, le producteur n'ira pas chercher ses fruits et légumes à l'autre bout de la planète ».

Prochain rendez-vous décisif, la COP26. Et en amont, Nathalie Hilmi dirigera un groupe d'études du 12 au 14 octobre avec des experts en sciences naturelles, en économie et des décideurs politiques. « Nous les mettons ensemble et nous allons réfléchir pendant deux jours ». Les solutions trouvées seront présentées à la COP26. « Avec le label Monaco dessus ».